

Violences, changeons notre fusil d'épaule

Le travail social à la racine de la radicalisation

PAR LAHCEN AIT AHMED
ET FRANCE HUART, PERMANENTS
CIEP-ISCO COMMUNAUTAIRE

Les récents attentats meurtriers à Paris et les menaces terroristes en Belgique ont à nouveau mis en lumière la délicate question de la radicalisation violente des jeunes Belges, leurs départs et leurs retours de Syrie. Que faut-il faire? Pourquoi ces jeunes se radicalisent et partent-ils? Quelles sont les initiatives mises en place par l'associatif, le pouvoir public face à ce phénomène? En tant que travailleurs sociaux, comment travailler avec ces jeunes qui sont à la limite de conduites à risques?

Pour apporter des réponses à ces questions, nous avons rencontré Younous Lamghari, chercheur et «observateur ethnographe» depuis plusieurs années qui s'est penché, notamment, sur la radicalisation des jeunes à Bruxelles¹. Il a également animé différentes formations à destination des travailleurs sociaux. Son témoignage démontre toute la pertinence de la formation pour prendre distance face au

phénomène, déconstruire les représentations, les «allants de soi» mais aussi pour cerner les racines de cette radicalisation, tout en se référant à l'histoire des processus migratoires et aux espaces de socialisation «islamiques» en Belgique. Pour lui, c'est une évidence: «*Il faut travailler sur les causes profondes de la restructuration de nos sociétés et donc agir impérativement au tout début, en prévention*». C'est donc un travail spécifique de prévention qui doit être mené, notamment, par les travailleurs sociaux, et en collaboration avec les parents, les écoles, les associations locales et de jeunes. Cet article est notamment basé sur les propos échangés avec Younous Lamghari.

QU'EST-CE QUE LA RADICALISATION?

Il est important de comprendre le concept de radicalisation dans le contexte actuel du terrorisme. La radicalisation est le «processus de développement de croyances extrêmes et d'idéologies qui remettent en question le statu quo et rejettent le compromis»². Ce phénomène est aujourd'hui de plus en plus associé (et

même parfois réduit) à l'adjectif «islamique» et «terrorisme», alors que la définition est beaucoup plus générale.

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX FACE À LA RADICALISATION

Animateurs dans une association ou agents de prévention dans une institution publique locale, de nombreux travailleurs sociaux connaissent, de près ou de loin, des jeunes ou des moins jeunes qui se radicalisent. Une minorité d'entre eux sont partis combattre en Syrie; certains sont rentrés.

Pour ces travailleurs sociaux, cette situation est perturbante: en effet, ils ont pour «mission» d'accompagner les jeunes et de maintenir le lien et la confiance dans le social. Or, face à des cas de radicalisation, ils peuvent avoir l'impression d'avoir échoué professionnellement et d'avoir failli à leur mission. En particulier, lorsqu'il y a eu départ vers les zones de conflit: ce dernier étant synonyme de rupture et de perte de lien. Cette situation est difficile pour eux, car ils se retrouvent en tension entre leur mission de prévention et le sentiment d'avoir mal fait leur travail. Ce sentiment est renforcé par le regard extérieur stigmatisant et



les discours des politiques qui les renvoient à leur responsabilité personnelle: «Vous avez failli! A quoi servez-vous?». Des travailleurs sociaux se défendent, car ils avaient déjà signalé le risque de radicalisation de certains jeunes. C'était également le cas de certains parents.

Entre culpabilité, sentiment d'échec professionnel et personnel, les travailleurs sociaux et éducateurs de rue ont besoin de comprendre cette situation problématique actuelle pour agir préventivement. Les travailleurs et les institutions sociales sont aussi concernés par la recherche de solutions. En outre, il est important de rappeler qu'un travail positif important est réalisé chaque jour avec ces jeunes.

UNE RÉPONSE: LA FORMATION POUR DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Un travail d'observation ethnologique réalisé entre 2012-2014, dans différents quartiers bruxellois et une recherche empirique portant sur le profil des jeunes partis en Syrie sont à l'origine d'un programme de formation destiné aux travailleurs sociaux de différentes communes bruxelloises.

La première activité publique de notre chercheur auprès des travailleurs sociaux a été une intervention dans le cadre d'une table ronde avec les travailleurs de l'asbl «Lutte contre l'Exclusion Sociale de Molenbeek-LES»³. Suite à une rencontre organisée par le Délégué général aux droits de l'enfant, un programme de formation a été co-construit au sein de la spin-off DiverCity (ULB) sur base des attentes et constats des acteurs de terrain. Des formations «Radicalisation» ont été lancées en 2015 pour le service Prévention d'Anderlecht, de Schaerbeek et d'Ixelles, en tenant compte des terrains

d'action: entre Ixelles et Schaerbeek, les publics et les problèmes ethniques sont très différents.

Les participants étaient des travailleurs de terrain: éducateurs de rue, travailleurs sociaux et gardiens de la paix. C'était l'occasion de leur proposer des pistes d'actions et des réflexions pour aborder ces questions qui entourent le phénomène de radicalisation dans le quotidien de l'action sociale.

ATTENTES ET CRAINTES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Certains participants attendaient de cette formation d'avoir une connaissance générale accrue de l'Islam et du Jihadisme, de disposer d'une boîte à outils et de savoir comment on en était arrivé là. Parallèlement à ces demandes, une question revenait souvent: «Pourquoi parle-t-on de l'Islam?». Certains acteurs sociaux de confession musulmane étaient en effet méfiants, craignant une nouvelle stigmatisation.

D'autres acteurs sociaux sont, quant à eux, dans une posture de contestation -qu'il faut bien entendu distinguer d'une véritable rupture avec le système. Ils constatent quotidiennement une série d'injustices sociales et économiques (le phénomène d'identification est également à l'œuvre).

La question déontologique s'invite également dans ce débat puisque les travailleurs sociaux, qui ont construit des liens de confiance avec certains jeunes en particulier, sont confrontés à un dilemme: des jeunes se radicalisent, tiennent des propos radicaux, s'habillent autrement, etc. Que faire? Ces jeunes sont-ils en danger ou sont-ils dangereux? Faut-il collaborer avec d'autres services et institutions? Lesquels? La police?

UNE FORMATION EN QUATRE AXES

Ces formations s'articulaient autour de quatre axes centraux. Dans le premier, il s'agissait de partir des représentations des travailleurs, pour apporter un éclairage théorique sur la question de la radicalisation: expliquer le processus et faire la distinction entre le radicalisme, l'extrémisme et le terrorisme. Le deuxième axe mettait en lumière l'histoire migratoire et les difficultés que rencontrent les personnes de confession musulmane. Dans la troisième partie, l'objectif était de présenter les espaces de socialisation des jeunes musulmans; ce qui permet de donner à la fois des éléments de compréhension des bases de la religion musulmane et de pointer les points de rupture qu'opère le jihadisme avec l'Islam majoritaire. Le dernier axe proposait un modèle intégré qui tente d'expliquer les différentes dimensions qui poussent les jeunes à s'embarquer dans l'aventure jihadiste.

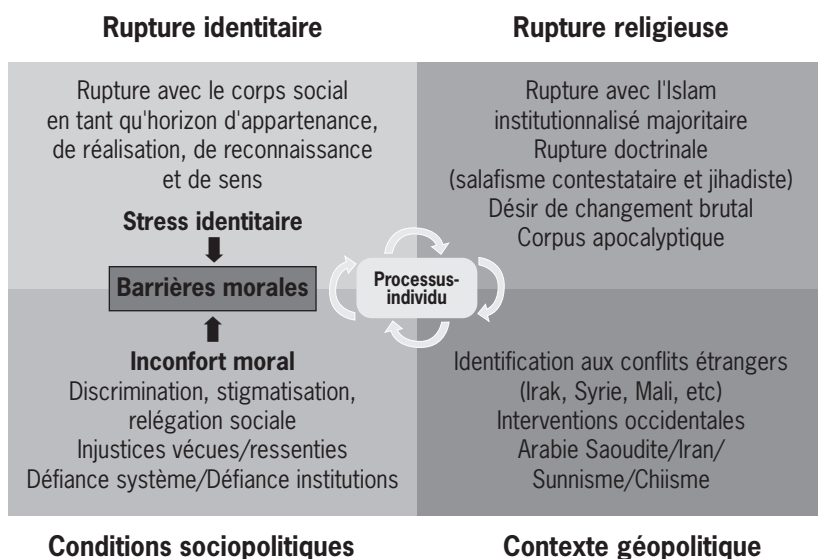
UN MODÈLE PROGRESSIF ET INTÉGRÉ

L'engagement dans un processus de radicalisation violente est progressif. Même si les auteurs ne passent pas nécessairement par tous les stades, cet engagement peut se structurer selon quatre niveaux: (1) sympathisants, (2) adeptes, (3) activistes et (4) radicaux violents⁴.

Exposé en fin de formation, un modèle intégré proposait une explication globale de l'embarquement de jeunes dans le processus de radicalisation. «La radicalisation est un processus évolutif (par paliers) et différent selon chaque personne; il ne se réalise pas de manière unidimensionnelle. Quatre dimensions sont identifiées dans le processus de radicalisation violente: le religieux, l'identitaire, le géopolitique et la sociopolitique. La radicalisation nécessite de réunir «une masse critique [d'éléments appartenant à] chaque sphère. De toutes les sphères, celles identitaire et religieuse sont les plus déterminantes»⁵ explique Younous Lamghari. Pour lui, «La radicalisation violente est le révélateur d'une contestation qui se fait en marge du système,



de manière violente. Elle se distingue de la contestation légitime qui se fait à l'intérieur du système à travers l'engagement dans des structures associatives, syndicales ou politiques dans le but de lutter contre les discriminations, le racisme et l'islamophobie⁶. Ce modèle peut être schématisé de cette manière:



Ce schéma permet d'identifier les lieux, les modes et les moments opportuns pour positionner l'intervention du travailleur social. La sphère sociopolitique y est le moteur de la radicalisation et le religieux la manière de l'exprimer. La formation brièvement décrite ci-dessus ne vise pas à faire du travailleur social un expert de la matière islamique. «Les travailleurs sociaux ne disposent d'aucune légitimité pour intervenir sur ce terrain (explicitation de textes auprès des jeunes, etc.). Ceci est d'autant plus vrai que la religion islamique ne repose sur aucune autorité suprême -il n'y a pas de Pape par exemple en Islam. Un travailleur social se verra donc toujours opposé des contre-arguments religieux s'il propose des analyses des textes. Par ailleurs, arrivé au stade de la radicalisation (violente ou presque), un jeune identifie les travailleurs sociaux comme des acteurs appartenant et assimilés au «système». C'est donc en prévention qu'il faut agir⁷ car, après, les jeunes se trouvent dans une logique binaire» nous explique Younous Lamghari.

Fondamental, le travail de prévention est identique à celui réalisé face à d'autres phénomènes sociaux (addictions et autres difficultés rencontrées par les jeunes). Il s'agit de maintenir le lien social et travailler l'inclusion. «En fonction de la structure dans laquelle il est impliqué, le travailleur social accompagne le jeune dans un travail identitaire⁸ de valorisation et de reconnaissance. Il est attentif aux signes de rupture chez le jeune: vis-à-vis de son école, de sa famille, l'exacerbation et le recours au religieux. Il peut également être acteur dans la sphère socio-politique. Il retour-

Le modèle d'analyse du Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée⁹ développe par exemple une approche-type en trois étapes: (1) déconstruire les représentations, (2) reconnaître les signes et (3) prévenir par des pratiques innovantes. Pour Younous Lamghari, ce modèle est effectivement intéressant (surtout les étapes 1 et 3), mais il émet des doutes au niveau de la reconnaissance des signes. Il propose plutôt le terme «signal», qui est, selon lui, plus pertinent, car les signaux de la radicalisation sont la rupture avec la société. En effet, les signes visibles de religiosité peuvent se révéler trompeurs. Ceux-ci (barbe, vêtements, accessoires) sont très importants pour les Salafistes fondamentalistes (Salafistes quietistes), alors qu'ils sont apolitiques et en rupture avec le corps social (ils se mettent en marge pour travailler leur pratique). De l'autre côté, les contestataires et les jihadistes sont «politisés», mais n'arborent pas ou peu de signes visibles.

D'ailleurs, cette opposition est présente entre les premiers radicaux violents d'Al Qaeda qui diffèrent de ceux de Daesh: les radicaux d'Al Qaeda portaient plus de signes religieux et les personnes devaient être lucides. Avec Daesh, les signes se font plus rares et les profils psychologiques recherchés sont plus fragiles et troubles.

FORMATIONS ET INITIATIVES MISES EN PLACE

Le secteur de l'Aide à la jeunesse a mis en place un certain nombre d'actions d'information ou des formations¹⁰.

nera ainsi vers une des dimensions originelles de sa fonction sociale: interpellations et action de réparation face aux injustices créées par le système».

QUELS OUTILS PEUVENT SERVIR AUX TRAVAILLEURS SOCIAUX?

Les travailleurs sociaux sont demandeurs d'outils spécifiques pour prévenir la radicalisation des jeunes. Or, pour Younous Lamghari, «Aucun outil «clé sur porte» ne peut proposer de solutions toutes faites pour aider les travailleurs sociaux». Les trajectoires, postures, pensées et volontés humaines sont diverses et mouvantes: les jeunes ne vivent pas la même réalité territoriale et les travailleurs sociaux ne sont pas tous en contact avec le même public. «Les acteurs sociaux connaissent leur terrain, leur public mieux que quiconque, ils sont les mieux placés pour imaginer des solutions en adaptant leur manière de faire à cette problématique, en partant d'outils qu'ils ont déjà créés pour d'autres formes de rupture» insiste-t-il.



© REPORTAGE PHOTO & 87

L'association bruxelloise «Dakira» a également organisé des journées de formation et d'échanges.

Pour la Fondation Roi Baudouin, les familles de jeunes radicalisés et partis en Syrie sont au cœur de la problématique pour diverses raisons: détresse, sentiment de honte et de culpabilité des parents, protection de la fratrie pour éviter la contagion. Un programme de séminaires a été initié autour des trois moments clés du processus de radicalisation: la prévention par le terrain face à la radicalisation, l'accompagnement des familles lors de départs et le retour. Les objectifs étaient de confronter des expériences menées en Belgique et à l'étranger, de mettre en place des actions sur le terrain. En parallèle, douze projets de soutien aux familles (groupes de parole de mères, outils pédagogiques, séances de sensibilisation) ont été sélectionnés¹¹.

Fondée par une maman d'un jeune parti en Syrie, l'association SAVE Belgium¹² a mis sur pied des groupes de parole de parents et d'enfants au sein des écoles. Pour cette association, le rôle des parents est primordial et ces derniers doivent être accompagnés pour pouvoir répondre aux questions des enfants.

QUE CONCLURE?

Il est sans doute utile de revenir sur l'action violente (dite radicale) et de la distinguer des autres formes traditionnelles de l'action collective -telles qu'elles se sont manifestées dans différents mouvements sociaux historiques (mouvement ouvrier, mouvement pour les droits civiques, décolonisation, mouvement féministe,...). Si les mouvements sociaux ont toujours du (et continuent de) faire face à des répressions multiples et violentes (visibles et moins visibles) de la part de leurs opposants dominants¹³, la «violence aveugle» n'a jamais appartenu au répertoire d'actions de ces acteurs collectifs. A la place, ils ont développé un argumentaire et des revendications; ils ont dessiné (et dessinent encore aujourd'hui) des plans à court, moyen et long terme à travers lesquels ils se proposaient d'atteindre leurs objectifs. Ces derniers constituaient autant de «victoires» à engranger; autant de leviers pour étendre leur mobilisation. On ne perçoit rien de semblable dans les récentes actions violentes. La visée est presque au sens strict du

terme «utopique»¹⁴: elle n'existe pas et n'a pas vocation à exister. Avec ces actions suicidaires, il s'agit d'éliminer l'Autre et Soi-même: c'est le «Viva la Muerte» des milices franquistes pendant la guerre civile espagnole.

Cette violence n'est pas non plus une étape (la dernière) d'un acteur qui aurait préalablement utilisé différents modes d'action alternatifs. Ces acteurs n'ont pas vécu une suite de déceptions délégitimant les modes d'action publique légitime et les contraignant alors à utiliser la violence. Le passage à l'acte est chez eux quasi «inattendu». Mais comme nous l'avons vu, la radicalisation n'est pas pour autant un phénomène *ex nihilo*-né de son propre chef, une sorte de génération spontanée. En effet, «elle se construit dans un contexte social, économique et politique. Elle répond au besoin de personnes (...) qui n'ont pas rencontré sur leur chemin suffisamment de ressources pour combler leur quête d'appartenance, de justice sociale, de valorisation et de sens»¹⁵. Il est donc très urgent de prêter l'oreille et de se tourner vers ces autres acteurs plus ou moins organisés et visibles qui s'engagent dans la sphère publique et qui puisent dans les répertoires d'actions pour construire un discours dénonçant les violences sociales et symboliques dont sont victimes ces catégories sociales. Permettant ainsi qu'une très large majorité de jeunes (et moins jeunes) «ébranlés par des paramètres sociopolitiques et géopolitiques» ne se retournent vers la radicalité religieuse et violente¹⁶. Si les chercheurs, formateurs et travailleurs sociaux ont comme mission d'aider à déconstruire les préjugés et proposer des outils d'analyse, de sensibilisation ou de prévention dans une approche de travail intégrée, le champ étatico-politique doit quant à lui peser de tout son poids pour que la politique soit le lieu de l'égalité et non celui de la Police et de l'armée¹⁷. Et il ne pourra le faire que si la société civile elle-même l'y pousse. ■



© REPORTAGE PHOTO & 87

- Cité par LAMGHARI, Younous, «Jeunes: Comment ils se radicalisent?», *op. cit.* <http://politique.eu.org/spip.php?article3176>
- Le LES est le service de prévention mis en place par la commune de Molenbeek, dont la mission est la coordination générale des actions relevant de l'intégration et de la cohabitation des différentes communautés locales, avec notamment un axe jeunesse.
- LAMGHARI, Younous, *Radicalisation violente*, *op. cit.*, p. 6.
- LAMGHARI, Younous, *Radicalisation violente*, *op. cit.*, p. 7.
- Ce schéma est présenté plus en détail dans l'article paru dans *Revue L'Observatoire* (LAMGHARI, Younous, *Radicalisation violente*, *op. cit.*)
- Voir notamment à ce propos FASTRES, Jacqueline, BLAIRON, Jean et WATILLON, Laurence, «Radicalisation, prévention et milieu ouvert», dans *Intermag*, RTA, septembre 2015 (www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2015m09n1.pdf)
- Voir l'article sur la formation HARD, dans ce même dossier, pages 8-9.
- Une formation pour détecter la dérive sectaire: www.initiatives.asso.fr/pdf/presse/REVUEDEPRESSE_GAZETTEDECOMMUNES_AVRIL2015.pdf
- Voir notamment les conférences de RTA *La radicalisation des jeunes: une approche réflexive et préventive* (mars-juin 2015) accessibles sur www.intermag.be/carnet-conference-radicalisation
- Faire face à la radicalisation violente: le soutien aux familles*, FRB
- www.savebelgium.org/
- A titre d'exemples, on peut citer la répression de l'insurrection wallonne de 1886 ou encore l'éradication des Black Panthers par la CIA à la fin des années 60.
- u-topos = qui ne se trouve nulle part.
- LAMGHARI, Younous, *La radicalisation violente*, *op. cit.*, p. 3.
- Le traitement politique et médiatique du terrorisme islamiste finit également par occulter un autre type de radicalisation: celui de l'extrême droite qui a le vent en poupe en Europe. Ou d'extrême droite (récent rapport rappelant que le terrorisme d'extrême droite est plus violent et plus nombreux en nombre d'actes).
- Lire à ce sujet l'article de Joke Callewaert dans ce même dossier, pages 10-12.

1. Pour en savoir plus, voir LAMGHARI, Younous, «Radicalisation violente. Analyse et balises pour le travailleur social», dans *Revue L'Observatoire*, n° 86, mars 2016 www.revueobservatoire.be/ et LAMGHARI, Younous, «Jeunes: Comment ils se radicalisent?», dans *Revue Politique*, n° 89, mars-avril 2015. <http://politique.eu.org/spip.php?article3176> Consulter aussi <http://younouislamghari.jimdo.com>